

ASSEZ PAYE LEUR CRISE : DES DROITS POUR LES CHÔMEURS !

Le mouvement de refus de la contre-réforme des retraites a mis en avant la nécessité d'une autre répartition des richesses. Il a été révélateur de questions cruciales comme l'organisation du travail, le sens et la place que prend celui-ci dans notre vie. Il a fédéré toutes les colères contre la spirale de la régression sociale. La place importante des femmes dans les mobilisations, la participation de la jeunesse, ont mis en relief la place centrale de la précarisation et du chômage.

Les privéEs d'emploi et précaires sont les premiÈres à payer la crise capitaliste. Les mesures drastiques prises par les gouvernements grec, portugais, et maintenant irlandais et espagnol visent partout les salaires minima et les allocations chômage. Pour les droites et les sociaux libéraux, il n'existe de dépenses à réduire que sociales; les banques et les rentiers peuvent continuer à s'enrichir en paix !

Le gouvernement Sarkozy suit la même voie. A peine la fusion ASSÉDIC - ANPE effectuée, Pôle Emploi supprime 1800 emplois. Cette politique ne

fera qu'accroître la souffrance des personnels et contribuera à livrer à des officines privées le reclassement et l'accompagnement. Elles coûtent cher à la collectivité pour un résultat médiocre. En opposition à une politique qui culpabilise et paupérise les privéEs d'emploi et précaires sans combattre les causes du chômage,



Les Alternatifs soutiennent l'action des personnels de Pôle Emploi, la convergence des luttes entre salariéEs et usagerEs du service public de l'emploi.

Ils réaffirment leur opposition au RSA, et l'exigence d'une Sécurité Sociale Professionnelle financée par les entreprises pour maintenir les droits sociaux et de la rémunération des salariéEs licenciéEs, et d'un revenu permettant aux personnes sans emploi de vivre dignement, notamment de se loger.

Les droits pour lesquels se battent les chômeurs/ses seront des points d'appui pour tous les salariéEs.

C'est ensemble que nous gagnerons ! ■



REFORME DES RETRAITES : LES PERSPECTIVES OUVERTES PAR 6 MOIS DE MOBILISATION

La loi a été imposée par le gouvernement contre des millions de grévistes et de manifestants, et contre l'avis de 70 % des citoyen-ne-s.

Cette loi reste marquée par son illégitimité. Le succès remporté par l'appel pour l'organisation d'un référendum, les initiatives qui continuent de se déployer, démontrent que le peuple ne veut pas en rester là.



A partir de la question des retraites et de la contestation du projet de la droite, ce sont des enjeux encore plus profonds qui ont été soulevés par la mobilisation. Le problème est dans l'appropriation des

richesses par une minorité de privilégiés. Mais le rapport pourrait changer entre temps contraint et temps libéré ; et la remise en cause de la place du travail a donné sens à cette mobilisation d'une ampleur historique.

- Quelles peuvent être la portée et les conséquences d'un tel mouvement ?
- Quelles perspectives peuvent être construites ?
- Quels défis aujourd'hui pour les organisations associatives, syndicales et politiques ?

Nous vous proposons de venir en discuter

Mardi 14 décembre à 19h00 à l'AGECA

177 rue de Charonne 75011 Paris (M^o Charonne ou Alexandre Dumas)

avec la participation de militantEs syndicaux et associatifs

Débat organisé par les Alternatifs, la FASE et l'ACU,

